

Aube

DÉSERT MÉDICAL : MÊME LES LABOS CRAQUENT !

Une trentaine de salariés de Dynalab se sont mis en grève dans l'Aube. Infirmiers, techniciens de laboratoire, secrétaires et coursiers dénoncent des salaires bloqués, des conditions de travail dégradées et des menaces sur les postes. Derrière ce conflit social, c'est une réalité plus profonde qui apparaît : celle d'un département devenu, année après année, un véritable désert médical.

PAR CAMILLE LAINÉ

Des soignants épuisés dans un département déjà abandonné

Les salariés de Dynalab décrivent une situation devenue intenable : amplitudes horaires énormes, journées qui commencent à 7 heures pour finir parfois à 20 heures, salaires gelés depuis des années, pression permanente et manque de reconnaissance. À cela s'ajoute désormais un projet de fermeture des laboratoires dès le début d'après-midi, avec le risque d'une réorganisation du temps de travail pouvant conduire certains salariés à travailler jusqu'à six jours par semaine. Ce mouvement de grève n'est pas anodin. C'est même la première fois depuis trente ans qu'un tel conflit éclate dans l'entreprise. Et cela dit beaucoup de l'état du système de santé local.

Dans l'Aube, obtenir un rendez-vous médical relève déjà du parcours du combattant. Trouver un médecin traitant devient impossible pour des milliers d'habitants. Les urgences sont saturées. Les délais pour consulter un spécialiste explosent. Les maternités, services hospitaliers et structures de proximité sont fragilisés. Et maintenant, même les laboratoires qui tirent la sonnette d'alarme.

Le résultat de décennies de politiques libérales

La droite et les gouvernements successifs portent une lourde responsabilité dans cette situation. Depuis des années, ils appliquent les mêmes recettes : restrictions budgétaires, logique comptable, fermetures de lits, concentration des services et abandon progressif des territoires ruraux et populaires. L'Aube en paie aujourd'hui le prix fort.

On nous a expliqué pendant des décennies qu'il fallait "rationaliser" l'hôpital, réduire les dépenses publiques, faire des économies sur les personnels soignants. Résultat : les services publics de santé sont exsangues et les professionnels n'en peuvent plus. Dans le même temps, le secteur privé de la santé poursuit sa logique de rentabilité. Nous l'avions déjà dénoncé concernant l'Hôpital privé de l'Aube.



Le conflit chez Dynalab s'inscrit dans cette même logique. Derrière les salaires gelés et les conditions de travail dégradées, c'est aussi la financiarisation du secteur qui interroge. Depuis des années, les laboratoires sont progressivement absorbés par de grands groupes soumis aux exigences de rentabilité des fonds d'investissement : pendant que les profits augmentent, les salariés, eux, voient leurs rémunérations stagner et leur charge de travail exploser.

La santé n'est pas une marchandise : Redonner des moyens au service public de santé

Les revendications des salariés sont pourtant simples : vivre dignement de leur travail, préserver leurs conditions de vie et maintenir les emplois. Ce sont des revendications de bon sens pour garantir un accès aux soins de qualité dans un territoire déjà profondément fragilisé. Car un désert médical, ce n'est pas seulement l'absence de médecins. C'est aussi la disparition progressive de tout ce qui permet de soigner correctement : laboratoires accessibles, personnels suffisamment nombreux, services hospitaliers de proximité, suivi des personnes âgées ou précaires. La grève chez Dynalab doit être entendue comme un avertissement. Quand les soignants craquent, c'est toute la société qui finit par payer le prix des politiques d'austérité. Derrière chaque poste supprimé, chaque salaire bloqué et chaque fermeture de service, il y a des habitants qui renoncent à se soigner ou qui attendent trop longtemps. L'Aube mérite mieux qu'une médecine à deux vitesses où seuls ceux qui ont les moyens ou la possibilité de se déplacer peuvent encore accéder rapidement aux soins. La santé doit redevenir un droit garanti par la puissance publique, et non un marché soumis aux impératifs financiers. C'est un choix politique. Et aujourd'hui, ce choix devient urgent.

LA HAUSSE DES FRAIS POUR LES ÉTUDIANTS ÉTRANGERS DÉCLENCHE LA MOBILISATION

Derrière les slogans technocratiques du plan gouvernemental « Choose France for Higher Education », la réalité est brutale : les frais d'inscription pourraient passer d'environ 200 euros à près de 3 000 euros pour les étudiants hors Union européenne, soit une multiplication par seize. Une mesure qui toucherait directement plusieurs centaines d'étudiants dans l'agglomération troyenne.

PAR LDA

Une université réservée aux plus riches

Le gouvernement prétend renforcer « l'attractivité » universitaire de la France. En réalité, il organise un tri social assumé. Ceux qui auront les moyens pourront étudier ; les autres resteront à la porte. Cette logique marchande transforme progressivement l'université publique en service payant, au détriment du principe d'universalité de l'enseignement supérieur. Et l'inquiétude dépasse désormais les seuls étudiants étrangers. La Fédération des étudiants troyens, qui a organisé un rassemblement sur le sujet devant l'IUT le 12 mai dernier, craint une généralisation future de ces logiques tarifaires à l'ensemble des étudiants. L'UTT (université technique de Troyes) réfléchirait déjà à une évolution de ses frais de scolarité, avec des systèmes inspirés de modèles plus libéraux comme celui de la Sorbonne.



Une perspective qui inquiète fortement dans un contexte où la précarité étudiante explose.

La précarité étudiante explose dans l'Aube

Cette mobilisation intervient alors que la situation sociale des étudiants aubeois continue de se dégrader. Les associations étudiantes et les syndicats alertent depuis des mois sur l'augmentation du recours à l'aide alimentaire et sur les difficultés croissantes à poursuivre des études dans des conditions dignes. Pour l'Union des étudiants communistes, cette réforme symbolise une politique plus large : celle d'un enseignement supérieur soumis aux logiques du marché. Au lieu d'investir massivement dans les universités publiques, le gouvernement préfère faire payer les étudiants, sélectionner par l'argent et mettre les établissements en concurrence.

L'HUMEUR

DE MICHEL GROSSMANN

QUAND LA PROFESSION DE FOI DEVIENT UN BLASPHEME

Le 8 mai, la barbarie nazie, ce système politique et idéologique basé sur la négation de l'humanité, était vaincue. Depuis 81 ans, cette date marque la victoire contre le nazisme. Le peuple de France se souvient et commémore, dans une promesse renouvelée chaque année pour ne pas oublier les horreurs de la seconde guerre mondiale. Ce fut le combat acharné des résistants-es, des partisans-es, des communistes, des syndicalistes, des antifascistes de toutes origines qui mit fin à la suprématie hitlérienne et au régime collaborationniste de Vichy.

Aujourd'hui, les députés du « Rassemblement national », dont le parti fut créé par d'anciens nazis, n'ont guère de scrupule à participer aux commémorations. Dans une mise en scène orchestrée par plusieurs maires RN, ils tentent même de s'approprier honteusement cette commémoration. Ils salissent la mémoire de ceux qui furent persécutés-es et assassinés-es. Ils profitent de l'ambiguïté de la routine de la pratique mémorielle pour une fois de plus normaliser le RN et faire oublier son idéologie. Certains diront que c'est au nom de la réconciliation. Au nom de cette même réconciliation, De Gaulle avait pris dans son gouvernement le tristement célèbre Papon qui avait envoyé des juifs en Allemagne. Préfet de police, il ordonna de réprimer deux manifestations, l'une en 1961 qui fit des dizaines d'Algériens morts massacrés ou noyés et une autre qui en 1962 fit 9 morts au métro Charonne. Sont-ils légitimes à commémorer la défaite du nazisme et de la déportation, la question ne devrait-elle pas se poser ? Le devoir de mémoire est bafoué par leur présence indécente qui fait un pied de nez à l'histoire.

L'OEIL DE GLEBE



LA DÉPÊCHE DE L'AUBE A BESOIN DE VOTRE SOUTIEN

JE M'ABONNE POUR UN AN

Nom - Prénom :

Adresse :

Code postal :

Ville :

Mail :

Tél :

Soutien : 40 € ou plus. 52 numéros Version papier et numérique. Cette formule vous permet d'offrir un abonnement à une personne de votre choix (joindre ses coordonnées)

20 € 52 numéros Version papier et numérique.

Date :

Signature

À retourner avec le règlement à :

La Dépêche de l'Aube, 22ter Avenue Anatole-France 10000 Troyes

TROYES
SAINT-JULIEN-LES-VILLAS



Les Mousquetaires



TOUS UNIS AVEC
LES PRODUCTEURS
LOCAUX

Intermarché

TOTAL FAIT LE PLEIN

La guerre ne fait pas que des heureux : avec la guerre au Moyen Orient, si Total a engrangé une fructueuse spéculation de 5,8 milliards de dollars pour le premier trimestre, plus 50% sur un an, c'est au détriment de millions de Français.

Attirée par l'odeur du pétrole et du fric, la spéculation de Total bat son plein. Cette multinationale qui génère des milliards d'euros de bénéfices sans payer d'impôts ou presque... la totale !

L'immoralité du capitalisme est toujours invitée au mariage de la guerre et du profit. Elle en connaît bien tous les rouages afin d'engranger des bénéfices colossaux et peu importe si le prix à la pompe pèse lourdement sur le dos des travailleurs, de la population, des petites entreprises.

Pendant que les pétroliers et leurs actionnaires s'en mettent plein les poches, la réponse politique n'est pas à la hauteur.

Cherchant à masquer la responsabilité des grands groupes dans l'explosion des prix du carburant, le projet proposé par Lecornu visait à encadrer les marges des stations-service jusqu'au 31 août, c'était une tentative de diversion pour ne pas toucher aux profits des entreprises profiteuses de guerre.

Sébastien Lecornu pour calmer les tensions, a accordé une aide sectorielle ciblée, aux transporteurs, agriculteurs et pêcheurs, ainsi qu'aux grands rouleurs. Il exclut toutes nouvelles aides directes pour les ménages ; coût de l'opération 330 millions. Un dé à coudre comparé aux profits engrangés par Total.

La publication des bénéfices records de Total Energie a forcé Lecornu à appeler la multinationale à « redistribuer » d'une manière ou d'une autre ses profits exceptionnels. Une déclaration hypocrite, lui qui a tout fait pour protéger les profits de la multinationale. La réponse fut un refus du PDG Patrick Pouyanné, refusant de lâcher la moindre miette du gâteau, lui qui avoue déclarer 5,5 millions sur sa déclaration d'impôts. Tout est dit !

DERRIÈRE LES DÉMENTIS, L'INQUIÉTUDE DEMEURE

Le Directeur général du Coq sportif, Alexandre Fauvet, dément les rumeurs d'une délocalisation de la production de Romilly-sur-Seine vers Dubaï. Officiellement, il n'y aurait dans l'émirat qu'une petite équipe liée à l'informatique et au e-commerce.

PAR CAMILLE LAINÉ

Officiellement aussi, l'objectif resterait de « relancer » l'atelier romillon et même de le faire grandir. Mais derrière les mots rassurants, les salariés et les habitants ont surtout entendu une autre phrase : « l'atelier n'est absolument pas rentable ». Et c'est bien là que réside toute l'inquiétude.

En effet dans le capitalisme, lorsqu'une direction commence à parler de rentabilité insuffisante, de « challenges » et de restructuration, l'histoire est souvent écrite d'avance. Les salariés de Romilly connaissent malheureusement cette musique par cœur : promesses de relance, discours sur l'excellence française, puis suppressions d'emplois, réduction d'activité et abandon industriel progressif.

Bien sûr, la direction affirme qu'il n'est « absolument pas question » de fermer le site. Mais en parallèle, des départs ont déjà eu lieu, les syndicats s'inquiètent, et les salariés restent dans le flou. Quant à l'annonce de futures « grosses productions made in France », elle ressemble davantage, pour l'instant, à une opération de communication qu'à un véritable plan industriel solide et durable.

Le problème dépasse d'ailleurs le seul Coq sportif. Depuis des décennies, les gouvernements successifs ont laissé désindustrialiser le pays au nom de la concurrence mondiale et de la rentabilité financière.



On ferme des ateliers ici pendant qu'on produit ailleurs à moindre coût. On vante le « made in France » dans les discours, mais on laisse les logiques de marché décider seules de l'avenir des territoires et des travailleurs.

Romilly-sur-Seine sait ce que coûte cette logique. La ville a déjà payé un lourd tribut à la casse industrielle et textile. Chaque emploi perdu, chaque atelier fragilisé, ce sont des familles plongées dans l'incertitude, des savoir-faire menacés et un territoire qui s'affaiblit encore un peu plus.

L'industrie textile française ne peut pas survivre uniquement à coups d'annonces médiatiques et de slogans patriotiques. Elle a besoin d'investissements publics, de protections face à la concurrence déloyale, de garanties pour les salariés et d'une véritable stratégie industrielle nationale. Car derrière les beaux discours sur « l'excellence mondiale », une question simple demeure : combien d'emplois seront encore là demain à Romilly ? Aujourd'hui, personne ne peut y répondre clairement. Et c'est précisément cela qui inquiète.

« Pour la paix et une vie digne »

LE PCF APPELLE À ROMPRE AVEC L'ORDRE CAPITALISTE ET GUERRIER

Réuni en Conseil national le 9 mai 2026, le Parti communiste français a adopté une résolution intitulée « Pour la paix et une vie digne, refusons de payer la crise capitaliste et préparons l'avenir ». Dans un contexte mondial marqué par les guerres, l'explosion des inégalités et l'aggravation de la crise sociale, le PCF assume une ligne claire : refuser que les travailleurs paient une nouvelle fois les conséquences d'un système capitaliste à bout de souffle.

PAR LDA

Une crise mondiale nourrie par le capitalisme

Pour les communistes, les conflits actuels ne tombent pas du ciel. Ils sont directement liés à la concurrence économique mondiale pour les ressources, l'énergie, les technologies et les marchés. La résolution pointe la montée des affrontements impérialistes et la militarisation croissante des relations internationales.

Le texte dénonce notamment les conséquences dramatiques des politiques menées au Moyen-Orient, en particulier par l'administration Trump et le gouvernement d'extrême droite de Benyamin Netanyahu. Le PCF rappelle également son soutien au peuple palestinien et au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Refuser l'austérité et défendre les conquies sociaux

Face à cette situation, le PCF accuse le gouvernement français de poursuivre les mêmes recettes libérales qui aggravent les inégalités : attaques contre les services publics, remise en cause des droits sociaux et austérité budgétaire. Le PCF cite notamment les attaques contre le 1er mai, jour férié historique du mouvement ouvrier, comme symbole d'une offensive plus large contre les conquies sociales.

La résolution appelle donc à une mobilisation populaire et syndicale pour imposer une autre répartition des richesses : hausse des salaires, défense des retraites, développement des services publics, réindustrialisation et protection de l'emploi.

Une autre mondialisation fondée sur la coopération

Le PCF défend également une rupture avec les logiques de libre-échange et de domination financière internationale. Le texte propose l'ouverture de grandes négociations internationales pour construire un modèle fondé sur la coopération plutôt que sur la concurrence généralisée. L'objectif affiché est clair : sortir d'un système économique qui organise la mise en concurrence des peuples et nourrit les guerres.

Faire grandir une alternative populaire

Cette résolution s'inscrit dans la préparation du prochain congrès du PCF, il y réaffirme sa volonté de porter un « communisme de conquête », centré sur les luttes sociales, la souveraineté industrielle, les nationalisations stratégiques et la paix. À contre-courant des discours guerriers et des politiques d'austérité, les communistes veulent remettre au centre les besoins humains : le droit à la paix, à l'emploi, à la santé, à l'éducation et à une vie digne.

VENDREDI 22 MAI

FÊTE DU GROUPE DE LA GAUCHE TROYENNE

A L'EXPRESSION LIBRE 19H

33 AV. MARIE DE CHAMPAGNE

Chacun amène à manger!

VENEZ NOMBREUX!

www.aubeane.fr

Aubeane
MUTUELLE DE FRANCE

Votre mutuelle de proximité

SOLIDARITÉ 100% HUMAIN PAS D'ACTIONNAIRES SANS LIMITE D'ÂGE ABSENCE DE SÉLECTION

03 25 79 10 43

TROYES 59 bd Blanqui ROMILLY-SUR-SEINE 35 Rue Gornet Bovin BAR-SUR-AUBE 157 Rue nationale

90 ANS DU FRONT POPULAIRE



TOUJOURS D'ACTUALITÉ

La soirée anniversaire des 90 ans du Front populaire a eu lieu au siège du PCF avec l'intervention de Fabien Roussel, en ouverture de la table ronde « 1936 - 2026 : Quel Front populaire ? ».

La soirée s'est ouverte avec le vernissage de l'exposition « La vie est à nous ! Une histoire du Front populaire 1934-1938 », en présence de l'historien Serge Wolikow.

La table ronde qui suivait a réuni Danielle Tartakowsky, Louise Bur, Gilbert Garrel et Guillaume Roubaud-Quashie autour d'un échange consacré à l'héritage politique, social et culturel du Front populaire et à son actualité face aux défis de notre temps.

LDA